

REVUE DE PRESSE

Juin 2010

La Lettre

ANTICIPER

Clubs & Think-tanks



L'Institut pro-actions

(IPA), outil de recherche et de lobbying pour promouvoir l'investissement en actions, prospecte actuellement de nouveaux sponsors. Son lancement le 22 juin, ainsi que sa première étude réalisée par **OpinionWay** et **IEM Finance** ont été financés par **Groupama Asset Management**, **Ag2r**, **Publicis**, **Crédit agricole Asset Management**, l'**Institut CDC pour la recherche et la Fédération française des clubs d'investissement (FFCI)**. Le bureau du tout nouvel institut réunit **Alain Metternich**, président de la **Fédération nationale de la presse française (FNPF)**; **Dominique Blanc**, directeur général du cabinet de conseil spécialisé dans la finance **Information & Finance Agency**; et **Charles-Henri d'Auvigny**, DG adjoint d'**OpinionWay**.

FIGARO ECONOMIE Marchés

Les actions peinent à séduire les Français

SEULS 20 % des Français possèdent un produit d'épargne investi en actions et les autres ne semblent pas près d'y venir. Selon une étude OpinionWay réalisée pour le compte de l'Institut pro-action, une nouvelle structure visant à promouvoir l'investissement en action, ce genre de produit arrive en queue de peloton des placements attractifs et suscite des images anxiogènes.

Parmi la cible concernée par ce sondage (les 23 millions de Français de 18 à 65 ans disposant d'une épargne liquide supérieure à 7 500 eur), les Français privilégient l'assurance-vie (42 %) ou l'épargne liquide (24 %) pour se constituer un complément de retraite. Lorsqu'il s'agit de faire fructifier un capital, ils ne sont que 18 % à penser aux actions, contre 28 % pour l'épargne liquide et 24 % pour l'assurance-vie. Sans surprise, les deux tiers de ceux qui ne possèdent pas d'actions expliquent que c'est trop risqué, tout comme la moitié de ceux qui ont revendu leurs actions.

Pour ne rien arranger, une étude réalisée par IEM Finance révèle que l'offre d'actions des entreprises françaises jusqu'ici égale ou inférieure à la demande risque de ne plus trouver intégralement preneur. Selon ses estimations, l'offre devrait augmenter d'une trentaine de milliards d'euros chaque année au cours des trois ans à venir, sachant qu'elle s'établit actuellement autour de 100 milliards.

Dans le même temps, la demande d'actions de la part des ménages mais aussi des banques et des assurances pourrait diminuer de 50 milliards en moyenne en trois ans, alors qu'elle était de 168 milliards en 2008. « Le déficit d'intérêt des Français pour l'investissement actionnarial constitue un défi majeur pour notre économie dans les années à venir, estime Maurice Metternich, coprésident de l'Institut pro-action. Il va falloir réussir à rendre ce produit plus désirable. »

Jean-Bernard Litzler



Les épargnants très réticents à investir en actions

Une étude réalisée par OpinionWay pour l'Institut Pro-Actions montre qu'à peine 1 épargnant sur 5 possède des actions en Bourse. Le risque continue de faire fuir les particuliers.



Récemment créé, l'Institut Pro-Actions, dont le but est de promouvoir l'investissement en actions, a commandé à l'institut de sondage OpinionWay une étude pour dresser un état des lieux. Le moins qu'on puisse dire, c'est que l'Institut a du pain sur la planche : le chantier est gigantesque avant de convaincre les épargnants de venir - ou revenir - vers le placement en actions.

Déjà, à peine 20 % des Français détiennent des titres de sociétés cotées. Et encore, ce résultat inclut toutes les formes d'investissement : en direct, bien sûr, mais aussi via des fonds (Sicav et FCP) ou des unités de compte d'assurance-vie. En termes de population, ceux qui détiennent le plus d'actions sont souvent plus âgés et plus fortunés.

Plus grave, l'investissement en actions ne figure quasiment pas dans les produits privilégiés dans la constitution d'un patrimoine. Même sur un objectif patrimonial à long terme, comme celui de se constituer un complément de retraite, acheter des actions ne vient pas à l'esprit, contrairement à l'assurance-vie (42 %), les produits de trésorerie (24 %) et l'immobilier locatif (18 %). Sur le long terme, investir en Bourse est pourtant censé être gagnant. Seule exception, lorsqu'on veut faire fructifier son capital : 18 % des personnes interrogées jugent judicieux de placer une partie de ses économies en Bourse.

Réticences de tous ordres

Les raisons de cette méfiance des investisseurs particuliers sont connues : la peur de perdre de l'argent, la mauvaise image de ce type de placement, le manque de connaissance et de temps, ou encore le manque d'aide pour comprendre le fonctionnement (voir illustration).

« Le tableau est assez noir, concède Dominique Leblanc, co-président de l'Institut Pro-Actions. Les réticences sont techniques mais aussi culturelles. » Il y a pourtant urgence à faire changer les mentalités : selon l'Institut, le déséquilibre potentiel entre l'offre et la demande en actions pourrait tutoyer les 240 milliards d'euros d'ici quelques années. Comment ? L'Institut en est pour l'instant au simple stade de la réflexion, ne s'interdisant aucune piste de promotion pour cet investissement « mal aimé » des Français.

Alexandre Phalippou

L'AGEFI

Economie et Marchés

Le déséquilibre entre offre et demande d'actions pèsera sur les PME

Ce constat est soulevé par l'**Institut Pro-Actions**, promoteur de l'investissement en actions, à l'occasion de son lancement

Pour saluer son lancement, l'**Institut Pro-Actions** (IPA) fondé par Alain Metternich, Dominique Leblanc et Charles-Henri d'Auvigny, a publié un rapport baptisé «l'offre et la demande d'actions : rupture d'un équilibre», synthèse de deux études. D'une part, alors que seuls 20% des Français possèdent un produit d'investissement avec des actions, l'enquête réalisée par OpinionWay constate que le produit «action» suscite avant tout un imaginaire anxigène autour de la notion de risque et une défiance quant à son mécanisme.

D'autre part, l'étude IEM Finance met en évidence le besoin croissant de financement en actions des entreprises françaises, de l'ordre de 90 milliards d'euros sur les trois ans à venir, alors que la demande des investisseurs français baisserait de 150 milliards (voir tableau), soit un déséquilibre potentiel proche de 240 milliards. Cet écart pourrait encore s'accroître à 370 milliards, s'il on tient compte des 125 milliards de fonds propres supplémentaires des banques dans l'hypothèse d'une application des dernières propositions de Bâle III.

Face à ce déséquilibre, les grandes sociétés cotées pourraient se résoudre à un recours accru aux investisseurs étrangers, comme les fonds de pension et les fonds souverains. Les PME indépendantes non cotées, qui n'ont accès ni à l'épargne internationale, ni au marché obligataire, pourraient réduire leur distribution de dividendes, ralentir leurs investissements, voire se faire racheter.

Face à ce constat, l'IPA se donne notamment pour objectif de promouvoir les mesures permettant de rendre les actions plus accessibles, et l'augmentation de la part actions dans des produits qui ne sont pas à dominante actions, comme l'assurance vie.

Les facteurs de variation de l'offre et de la demande d'actions*		
(En milliards d'euros)	Impact sur l'offre d'actions	Impact sur la demande d'actions
Investissements d'avenir	+60	
Réduction des délais de paiement	+30	
Augmentation de l'aversion pour le risque des ménages		-33
Baisse des placements actions des banques		-30
Baisse des placements des sociétés d'assurances (Solvency II)		-40
Cessions de l'Etat		-27
Cessions ARRCO-AGIRC		-18
Total	+90	-148

*pour les trois années à venir

Sources : IEM Finance, Pro-Actions



L'institut Pro-actions militera pour les fonds propres

Alain Metternich (Fédération nationale de la presse française), Dominique Leblanc (Fédération française des clubs d'investissement) et Charles-Henri d'Auvigny (OpinionWay) lancent le 22 juin l'institut Pro-actions, destiné à promouvoir l'investissement en capital. Pour marquer le coup, une étude sur le manque de fonds propres des entreprises françaises sera rendue publique.

F. Durand/Sipe